



*Liberté • Égalité • Fraternité*

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

**PREFECTURE DU HAUT-RHIN**

Direction des  
Collectivités Locales et  
de l'Environnement

Bureau des Installations  
Classées

# **A R R E T E**

**n° 2006-262-8 du 19 septembre 2006**

**portant prescriptions complémentaires à la Société de Production de WINTZENHEIM  
- SPW**

**LE PREFET DU HAUT-RHIN**  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le Titre 1<sup>er</sup> du Livre V du Code de l'Environnement ;
- VU** la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les Administrations,
- VU** le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;
- VU** le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des eaux du bassin Rhin-Meuse adopté par arrêté préfectoral du 15 novembre 1996, et selon lequel la nappe alluviale du Rhin doit permettre à long terme une alimentation en eau potable sans traitement ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 8 avril 1961 portant autorisation d'exploiter à la Société Alsacienne de Précision et relatif à l'utilisation de sels de radium ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 2 mars 1966 portant autorisation d'exploiter à la Société Alsacienne de Précision à Wintzenheim et relatif à l'emploi de peinture au tritium et abrogeant les dispositions de l'arrêté du 8 avril 1961 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 49823 du 22 mars 1977 autorisant la société JAZ à poursuivre l'exploitation de son usine située 1 faubourg des Vosges à Wintzenheim pour l'utilisation de peintures luminescentes au tritium ;
- VU** la lettre du 31 janvier 1985 de la Société de Production de Wintzenheim (SPW) déclarant la reprise des activités précédemment exploitées par la société JAZ sise 1 Faubourg des Vosges à 68920 Wintzenheim ;
- VU** l'arrêté ministériel du 12 mai 2004 fixant les modalités de contrôle de la qualité radiologique des eaux destinées à la consommation humaine ;
- VU** les rapports d'analyses établis par SOCOTEC en mai 2006 ;
- VU** le rapport de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement chargée de l'inspection des installations classées du 12 juin 2006 ;
- VU** l'avis du 29 juin 2006 du Conseil Départemental d'Hygiène ;

**CONSIDÉRANT** que les analyses des eaux souterraines au droit et à l'aval de l'ancien site JAZ, réalisées en mars 2006, montrent la présence d'éléments chimiques et radioactifs ;

**CONSIDERANT** que les analyses réalisées ne constituent qu'un résultat ponctuel et qu'il est nécessaire de mettre en œuvre un contrôle de la qualité des eaux transitant sous le site afin de mieux évaluer l'impact de la pollution des sols sur la nappe ;

**CONSIDERANT** qu'il y a lieu, pour la protection des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'environnement, d'imposer des prescriptions complémentaires à la société SPW ;

**APRES** communication du projet de prescriptions à l'exploitant,

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du HAUT-RHIN ;

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup>**

La société SPW (Société de Production de Wintzenheim), ci après désignée par « l'exploitant », dont l'adresse du siège social est 36, rue des jardins, 68000 Colmar, est tenue de se conformer aux prescriptions définies par les articles suivants, relatives à sont site du 1 Faubourg des Vosges 68920 Wintzenheim

### **ARTICLE 2 – Contrôle des eaux souterraines**

#### **Article 2.1** - Modalités des contrôles

L'exploitant procède aux contrôles ponctuels suivants :

| Piézomètres                                      | Paramètres analysés  | Nombres de contrôles  |
|--|--|---|
| PZ1 PZ2 PZ3 PZ4 PZ5 et PZ6<br>(plan en annexe I) | <ul style="list-style-type: none"><li>▪ Métaux lourds : chrome, plomb, arsenic, cuivre, nickel</li><li>▪ Radioactivité :<ul style="list-style-type: none"><li>- Activité <math>\alpha</math> globale</li><li>- Activité <math>\beta</math> globale</li><li>- Tritium <math>^3\text{H}</math></li></ul></li></ul> | <ul style="list-style-type: none"><li>▪ contrôle trimestriel pendant un an (4 contrôles)</li><li>▪ contrôle semestriel la 2<sup>ème</sup> année (2 contrôles, un en basses eaux et un en hautes eaux)</li></ul> |

Conformément à l'arrêté du 12 avril 2004, si :

- l'activité  $\alpha$  globale  $> 0,1\text{Bq/L}$
- ou - l'activité  $\beta$  globale  $> 1\text{ Bq/L}$
- ou - la teneur en tritium  $^3\text{H} > 100\text{ Bq/L}$

il est procédé à la quantification des radionucléides contribuant à cette activité ( $^{226}\text{Ra}$ ,  $^{238}\text{U}$ ,  $^{236}\text{U}$ ,  $^{210}\text{Po}$ ,...)

La dose totale indicative (DTI) est alors calculée et comparée à la limite de 0,1 millisievert / an.

Le niveau piézométrique est relevé lors de chaque campagne de mesures et le sens d'écoulement des eaux souterraines mis à jour.

#### **Article 2.2** - Evolution des contrôles

A l'issu de ces contrôles et au vu des résultats, l'exploitant propose un programme de surveillance pour les paramètres ayant un impact sur la nappe.

Si les résultats montrent que la pollution s'étend à l'aval du site, des investigations complémentaires sont faites. Le réseau piézométrique est donc alors adapté en fonction de

l'évolution des résultats par l'implantation de nouveaux piézomètres et l'extension spatiale de la pollution est cartographiée. La cartographie des iso concentrations en polluant est établie par rapport aux limites de potabilité des eaux.

#### Article 2.3 - Transmission de résultats

Les résultats de mesures sont transmis à la DRIRE et doivent être accompagnés de commentaires sur leur évolution ainsi que sur la méthodologie employée pour les prélèvements , les analyses et les calculs.

Le premier rapport d'analyse sera transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté

### **ARTICLE 3 – FRAIS**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté seront à la charge de l'exploitant.

### **ARTICLE 4 - SANCTIONS**

En cas de non respect des prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application du chapitre IV du titre 1<sup>er</sup> du livre V du Code de l'environnement

### **ARTICLE 5 – PUBLICITE**

Un avis faisant connaître qu'une copie de l'arrêté portant prescriptions complémentaires est déposée à la mairie de WINTZENHEIM et mise à la disposition de tout intéressé, sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché à la mairie de WINTZENHEIM pendant une durée minimum d'un mois et affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins de l'exploitant.

### **ARTICLE 6 – EXÉCUTION - AMPLIATION**

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement chargé de l'inspection des Installations Classées et le Maire de WINTZENHEIM, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Fait à COLMAR, le 19 septembre 2006

Pour le Préfet,  
Et par délégation  
Le Secrétaire Général

Délais et voies de recours (article L 514-6 du Code de l'Environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement). La présente décision peut être déférée au Tribunal administratif de Strasbourg. Le délai de recours est de deux mois à compter de la notification pour le demandeur ou pour l'exploitant, il est de quatre ans pour les tiers à compter de l'affichage ou de la publication de la présente décision.

## ANNEXE

à l'arrêté n° 2006-262-8 du 19 septembre 2006

Plan d'implantations des piézomètres

